

ASSEMBLEE NATIONALE
Groupe « Union des Démocrates
et Indépendants »

XIV^e législature
Ouverture de la session extraordinaire

Discours de M. Jean-Louis Borloo
Président du groupe UDI
3 juillet 2012

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement, chers collègues, permettez-moi tout d'abord, au nom de mon groupe, de m'associer aux déclarations concernant notre collègue Olivier Ferrand.

Je m'associe également, Monsieur le Président Bartolone, aux félicitations qui vous ont été adressées pour votre élection à la présidence de cette assemblée, poste si important pour notre fonctionnement démocratique.

Le groupe de l'Union des démocrates et indépendants que je représente a pris acte de la volonté souveraine du peuple français. Votre légitimité, Monsieur le Premier ministre, est incontestable ; votre responsabilité, à partir de maintenant, est totalement engagée. Vous avez la confiance du Président, vous bénéficiez d'une large majorité dans cette assemblée, ainsi que d'une majorité au Sénat, vous avez des positions ultra-dominantes dans les régions, une majorité de départements, de très nombreuses communes françaises... Certaines organisations syndicales se sont même exprimées en votre faveur.

Rarement une majorité aura connu à son avantage une telle configuration politique. À vous d'en faire un atout majeur et d'éviter à la fois les conflits entre amis, les conflits entre légitimités territoriales, l'hégémonie politique, l'absence de dialogue, d'échange, d'écoute. Plus qu'en d'autres temps encore, cela donne des devoirs et des droits à l'opposition, tout comme au Parlement en tant que pouvoir législatif et organe de contrôle du Gouvernement. La réforme constitutionnelle voulue par le Président Sarkozy a renforcé ces droits ; nous en ferons le meilleur usage démocratique, nous serons une force d'opposition vigilante, mais aussi une force d'initiative et de proposition.

Je souhaite tout d'abord, Monsieur le Premier ministre, vous dire, au nom du groupe UDI, ce que sera notre conception de l'opposition. Vous avez la responsabilité du Gouvernement, vous devez agir et décider. Nous sommes quant à nous dans l'opposition, nous ne sommes pas co-gestionnaires. Pour autant, deux crises financières viennent, comme une vague tellurique, de renverser les édifices que l'on croyait les plus solides, les digues que l'on pensait les plus protectrices, révélant les fragilités de nos solidarités territoriales, nationales, européennes et même internationales. Ces crises qui ont touché tous les gouvernements en exercice, de gauche comme de droite, nous concernent tous. Chacun d'entre nous a sans doute en tête de multiples illustrations de leurs effets dans sa propre circonscription. Ce contexte donne à l'alternance politique une tonalité particulière, marquée par la gravité des circonstances et l'inquiétude des Français. C'est la raison pour laquelle, si opposition nous sommes et serons, il pourra toutefois nous arriver, lorsque l'intérêt national sera en jeu, sur certains points particuliers, notamment sur des réformes telles que la formation professionnelle, dont vous n'avez pas parlé tout à l'heure, de vous apporter notre soutien.

En un mot, notre position dans les trois ans à venir sera toujours fondée sur le triptyque de base suivant : efficacité économique et emploi, responsabilité écologique, dimension sociale et humaine du projet. Avec trois lignes de force : l'Europe, la République et la justice.

Je vous ai écouté attentivement, Monsieur le Premier ministre, et j'ai eu le sentiment que vous n'aviez pas tout à fait confiance en vous. Vous demandiez une confiance que vous ne nous communiquez pas !

Pourtant, vous n'êtes pas passé, par le truchement d'une élection, de l'ombre à la lumière ; vous vous appuyez sur une réalité française qui existe. De grâce, ne commencez pas le détricotage systématique de ce qu'ont pu faire vos prédécesseurs: l'effort considérable pour nos universités et leur autonomie, la nécessaire et courageuse réforme des retraites, si longtemps différée – même si j'ai compris que vous ne souhaitiez la modifier que partiellement –, la clarification des responsabilités territoriales, le Grenelle de l'environnement, qui a posé les bases d'une nouvelle économie, les investissements d'avenir, si soigneusement sélectionnés dans tous les territoires de notre pays, la reconfiguration du G20, la taxe sur les transactions financières, le travail considérable du précédent gouvernement et du Président Sarkozy pour la crise de 2008 et, plus récemment, pour la crise de l'euro.

Permettez-moi, Monsieur le Premier ministre, de commencer par vous adresser un *satisfecit*. Le premier renoncement, le premier reniement de votre action politique est en réalité salutaire. Au plus fort de la crise grecque, à un moment où tout risquait d'exploser, vingt-cinq États représentés démocratiquement ont conclu un traité. Que disait-il ? Pour aider aujourd'hui la Grèce, pour aider demain l'Espagne et l'Italie, nous voulons un pacte de stabilité, avec la réduction des déficits, la règle d'or, l'acceptation que la Banque européenne d'investissement ou des euro-obligations puissent financer de grands travaux, le renvoi à la Commission pour l'exécution technique. Voilà le pacte qui a été passé par vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement.

Je dois vous dire qu'en entendant le candidat maintenant Président expliquer à la France entière qu'il n'y aurait pas de renégociations, pas de ratification – « pas de bras, pas de chocolat ! » –, j'étais stupéfait. Il était invraisemblable qu'un tel sentiment d'incompréhension soit suscité parmi nos partenaires à l'occasion d'un accord européen. Ce n'était pas acceptable. Merci, donc, d'avoir bien voulu d'une ratification rapide dans les termes exacts du document signé par le Président de la République française de l'époque. C'est nécessaire. Le plus vite sera le mieux, et je vous remercie d'inscrire la règle d'or dans un prochain débat de l'Assemblée nationale.

D'une manière générale, nous serons pour l'intégration européenne, car nous croyons à une Europe forte, et nous sommes heureux que la BCE accepte aujourd'hui l'intervention directe auprès des banques, sans passer par les États. Décidément, M. Draghi, qui était déjà intervenu il y a neuf mois, est un grand président de la Banque centrale européenne.

Dans votre discours, Monsieur le Premier ministre, je relève, en gardant le ton mesuré qui est traditionnellement celui de notre groupe, quatre fautes, qui seront provisoires, je l'espère, et j'ai même éprouvé en vous écoutant une très grande inquiétude.

La première faute touche à la composition de votre gouvernement. Permettez-moi d'en dire un mot rapidement. Le monde est en mutation. Il n'y aura pas de croissance sans respect de l'efficacité énergétique, des ressources et de la biodiversité. La croissance verte est le seul chemin de notre avenir, le seul chemin de nos emplois. C'est la raison pour laquelle il avait été décidé, lors du dernier quinquennat, de mettre en cohérence, dans l'architecture gouvernementale, à la fois le logement, qui utilise 42 % de l'énergie, l'urbanisme, pour

l'étalement urbain, les transports, la mer, les océans et l'énergie : c'était le premier outil d'ingénierie publique au monde, qui nous a permis de conduire les principales révolutions écologiques et industrielles, et qui a fait de notre pays l'un des rares à être en avance sur le protocole de Kyoto et ses engagements européens.

Mais, stupéfaction ! Pourquoi un tel démantèlement de cette action publique ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Comment dès lors rendre cohérents la mer, les fleuves, les océans, l'urbanisme, le logement, l'énergie ? C'est insensé, sans même vous demander comment vous comptez assurer la cohérence, l'impulsion, l'organisation et les arbitrages... J'ai le sentiment que nous revenons à une période ancienne où il n'y avait pas de politique de l'écologie mais une écologie politique, fruit d'un rapport de forces politique, à savoir silence contre circonscriptions ou comme dirait un ami de Mme Bricq : « Pétrole contre nourriture ».

Mais ce que j'ai lu dans la presse me paraît plus grave, monsieur le Premier ministre. Il s'agit probablement de fuites mal intentionnées émanant de vos services, mais vous envisageriez de renoncer à toute la politique de croissance verte de notre pays. Je suis sûr que vous allez nous dire solennellement tout à l'heure qu'il n'en est évidemment pas question.

Vous renonceriez aussi au canal Seine-Nord, alors que des dizaines de milliers d'emplois, et l'empreinte écologique du fait de dizaines de milliers de camions, sont en jeu ; les travaux sont déjà engagés pour 4 milliards, l'essentiel financé par les utilisateurs et le reste par l'écotaxe poids lourds. Je ne crois pas que vous le fassiez.

J'ai lu également que vous renonceriez au Grand Paris, modèle de croissance verte, de croissance douce, de croissance sociale.

Vous renonceriez de plus à la régénération ferroviaire, à relier le Nord de l'Europe et l'Italie à l'Espagne par les trains afin d'éviter camions et automobiles. Je ne le crois pas un seul instant, mais je vous remercie de préciser tout à fait clairement ce qu'il en est.

Quatrième erreur : l'absence totale de réduction des dépenses publiques.

Il me paraît tout à fait clair, Monsieur le Premier ministre – et M. le président Migaud le dit dans son rapport que vous avez lu – qu'il faut engager la baisse des dépenses publiques ; 2011 a été la première étape, il faut aller plus vite. Rien de rien, dans votre discours, n'évoque la moindre baisse des dépenses publiques. À moins que, comme l'ont dit ce matin des syndicats inquiets et des ministres paniqués, vous ayez décidé qu'il y avait des ministères secondaires, à savoir l'agriculture, la culture, la recherche, l'industrie, l'écologie et les transports, qui, eux, paieraient le coût du recrutement des 65 000 fonctionnaires, c'est-à-dire assumeraient une réduction de leur propre service public. Je ne sais si vous avez commencé les négociations avec chacune des organisations syndicales pour leur indiquer dans lequel de ces ministères il va y avoir une réduction très massive du service public. Je n'ose pas encore parler de casse du service public car nous attendons vos réponses pour avoir une opinion claire sur la question.

Enfin, s'agissant de la fiscalité, nous pouvons vous suivre sur le rapprochement du travail et du capital et même sur quelques niches particulières. Pas de difficulté ! Mais, de grâce, admettez que vous ne pouvez pas défendre le pouvoir d'achat et le travail tout en alourdissant les charges et la fiscalité sur les heures supplémentaires – comme s'il s'agissait du grand capital ! –, ni augmenter les charges salariales pour financer votre réforme des retraites, ni décider de faire passer le forfait social sur l'intéressement – ce fondement du gaullisme – de 8 % à 20 %. Ni non plus créer une taxe sur les ordinateurs alors qu'une partie de la jeunesse n'a pas de télévision et la garde sur les écrans d'ordinateur !

Monsieur le Premier ministre, je crains que vous ne soyez parti sur le chemin de la maltraitance, sur le chemin de l'incompréhension des salariés, des ouvriers et des classes moyennes. S'agissant de votre schéma sur les heures supplémentaires, je m'inquiète : comment allez-vous expliquer aux fonctionnaires publics, qui ont des centaines de milliers d'heures de retard que les règles vont changer en ce domaine et qu'ils feront l'objet d'une nouvelle fiscalité.

Autre point : la compétitivité. Il faut lancer des stratégies de filières, vous avez raison. On peut même vous suivre sur le transfert de l'épargne vers le livret d'épargne industrie, voire sur la banque publique d'investissement – bien qu'OSÉO et le FSI existent. Fort bien. Mais savez-vous quel est le point numéro un de la compétitivité ? C'est la confiance et l'attractivité. On ne peut pas en permanence dénoncer le capitalisme financier, même s'il faut en dénoncer les dérives. Attention au message que l'on adresse. Je suis d'une région qui a connu le plus grand désastre économique et social d'Europe et je sais que l'attractivité de notre pays, le message que l'on adresse aux actionnaires et aux dirigeants du bout du monde, est vitale.

Oui, j'ai tout fait pour que les Japonais de Toyota viennent, que les Canadiens de Bombardier viennent, que les Allemands de Mercedes viennent.

Attention au message qu'enverrait un pays qui n'aimerait pas l'économie, l'ouverture d'esprit et l'attractivité.

Nous vous suivrions si jamais vous engagiez un plan de la formation professionnelle ou un plan de l'alternance. Mais qu'est-ce que le contrat de génération ? Un dispositif qui n'est pas aussi sérieux que la relation entre un maître apprenti et un élève apprenti. Voilà la réalité. Mme Aubry appelait cela « le stage », « l'effet d'aubaine ». Essayez si vous le voulez ce dispositif, mais je crains qu'il ne soit moins bien qu'un vrai apprentissage de service public dont nous avons besoin dans les quartiers.

Je regrette que vous n'ayez dit un mot ni du grand programme de rénovation urbaine de 40 milliards ni des DOM-TOM – vous les avez seulement salués alors qu'ils forment l'avant-garde du nouveau modèle français pour la mer et les océans, avec leur autonomie énergétique, la protection de leur biodiversité et des espèces endémiques !

Nous vous suivrons sur la défense industrielle et la compétitivité, mais ne nous racontons pas d'histoires : vous avez des rendez-vous à ce sujet avant Noël, et les hauts-fourneaux de Florange devront avoir redémarré.

Quant à l'industrie automobile, elle est cyclique, elle connaît des crises souvent et partout. Elle en a connues en France et en Allemagne. Nous avons fait des plans à l'époque, en 2008, en 2009 et en 2010 – je pense notamment au plan véhicule électrique ou encore au plan de réindustrialisation –, n'est-ce pas, Christian Estrosi ? Monsieur le Premier ministre, faites-en un avec PSA, grande entreprise patriote : Aulnay ne peut pas fermer ! Aulnay doit redevenir un grand site industriel français !

À défaut, nous perdrons collectivement, sur une industrie symbolique, toute crédibilité internationale, et vous, toute crédibilité politique.

Nous vous aiderons, vous le voyez, sur un certain nombre de points et sur certaines réformes, mais nous vous disons les choses avec gentillesse, sympathie, dans un esprit de débat républicain. Car c'est cela le débat républicain : nous partageons le respect des valeurs que vous et nous avons en commun s'agissant du socle républicain.

Nous nous sommes néanmoins posé une seule question en vous écoutant : vous avez évoqué des mesures pour certaines pertinentes quand elles tracent des chemins que nous pouvons suivre, mais sur un certain nombre de points, nous n'avons pas la vision claire du cap, je pense à l'abandon de la croissance verte et à l'avenir des sites industriels. Nous avons à ce sujet un problème majeur. Je ne doute pas que, dans quelques minutes, vous répondrez complètement et que vous nous rassurerez. Sachez que le groupe UDI sera la vigie lucide, indépendante et exigeante de cette législature parce que nous souhaitons d'abord la réussite de la France !